

# Document

## Chômage en France : la liste des fermetures provisoires ou définitives de sites s'allonge encore.

*par La Tribune 10.12*

Automobile, chimie, sidérurgie, habillement, voici, entreprise par entreprise, les suppressions de postes et les mesures de chômage technique annoncées en octobre et novembre, en France.

Automobile, chimie, sidérurgie, habillement, voici, entreprise par entreprise, les suppressions de postes et les mesures de chômage technique annoncées en octobre et novembre, en France.

PSA Peugeot Citroën.

Le groupe a annoncé le 20 novembre la suppression de 3.550 emplois en France par des départs qu'il affirme « volontaires ». Les cinq syndicats du groupe qui ont donné le 2 décembre un avis favorable aux mesures sociales liées à ce plan de départ. Sur le seul site de Rennes, un programme de départs volontaires de 850 personnes sera lancé ainsi que le redéploiement de 900 « ouvriers polyvalents » vers des sites fabriquant des véhicules plus petits. Le groupe souligne que « l'avenir du site de Rennes n'est nullement en question » et qu'un nouveau véhicule y est prévu à la fin 2010. PSA explique l'ampleur de la restructuration (1.750 salariés touchés au total) par le fait que le segment des voitures de moyenne et haut de gamme fabriquées à Rennes est en recul, ce qui se traduit par une « forte sous-activité de plus de 20% ». Sur le site de Rennes, la direction a de plus annoncé le 28 novembre de nouvelles journées de chômage partiel à partir de fin janvier. Selon les estimations de FO, les ouvriers du site subiront une semaine de chômage partiel toutes les trois à quatre semaines environ, pour une durée indéterminée. Cette décision est liée à la suppression de l'équipe de nuit sur la chaîne de montage de la Citroën C5. PSA a également annoncé des fermetures partielles en décembre : durant 16 jours à Hordain (Nord), 37 jours à Poissy (Yvelines), 25 jours à Rennes (Ille-et-Vilaine). L'usine de Sochaux (Doubs) fermera au total 18 jours, du 8 décembre au 6 janvier. L'usine PSA de Mulhouse (Haut-Rhin) a subi entre début septembre et la mi-novembre environ 18 journées d'arrêt total ou partiel de la production, selon les syndicats. L'usine sera presque totalement fermée du 15 décembre au 2 janvier, a annoncé sa direction le 26 novembre. Grâce au dispositif de modulation du temps de travail propre au groupe, les salariés doivent normalement recevoir l'intégralité de leur rémunération lors de ces jours chômés et éviter ainsi les baisses de rémunération liées au chômage technique.

Renault.

Le constructeur a détaillé le 9 septembre un plan social de 4.000 "départs volontaires" en France, dont 1.000 dans son usine de Sandouville (Seine-Maritime). L'entreprise a annoncé le 25 septembre la suppression de 2.000 emplois supplémentaires dans ses filiales européennes, dont 900 en France. Le groupe a annoncé le 2 décembre qu'il allait fermer l'ensemble de ses établissements tertiaires (centres de recherche, sièges sociaux) pensant deux semaines complètes du 19 décembre au 4 janvier. Pour ces fermetures seront utilisés la cinquième semaine de congés payés et différents dispositifs de capital-temps de l'entreprise. Côté production, le groupe a annoncé des fermetures temporaires sur une quinzaine de sites en France. La Société des transmissions automatiques (STA) de Ruitz (Pas-de-Calais) sera fermée du 10 décembre au 3 janvier. L'usine de Flins fermera du 20 novembre au 3 décembre. Deux semaines de fermeture sont prévues à Maubeuge, Douai (Nord), Flins (Yvelines), au Mans (Sarthe), à Batilly (Meurthe-et-Moselle). Les sites de Cléon (Seine-Maritime), Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), Dieppe (Seine-Maritime) et Villeurbanne (Rhône), sont concernés par des fermetures d'une semaine au moins. A Sandouville, la situation est plus critique, puisque qu'une semaine sur deux est chômée depuis septembre. La plupart de ces fermetures temporaires prendront la forme de "journées non travaillées", traditionnellement placées sur des périodes de vacances, a précisé le groupe fin octobre. Dans le cadre d'accords sur les 35 heures signés depuis 1999, ces "journées non travaillées" ne doivent pas entraîner de pertes de salaires. En revanche, sur les sites de Sandouville, des journées de chômage partiel ont été mises en place et du chômage partiel est également annoncé pour

décembre sur les sites de Cléon et du Mans. Entre 200 et 300 salariés des usines de Cléon et de Sandouville ont ainsi envahi le 8 décembre l'hémicycle du Conseil régional de Haute-Normandie pour attirer l'attention sur les pertes de salaires entraînées par le chômage partiel. Le 28 octobre, Nicolas Sarkozy a annoncé l'extension du contrat de transition professionnelle (CTP) à 18 bassins d'emploi, dont celui de Sandouville. Le CTP, expérimenté depuis 2006 dans sept bassins d'emplois permet aux licenciés économiques (dans les entreprises de moins de 1000 salariés et dans celles en redressement ou en liquidation judiciaire quel que soit leur effectif) de toucher 80 % de leur salaire brut pendant un an et de bénéficier d'un suivi personnalisé renforcé.

Bridgestone.

La production de la seule usine française du groupe japonais Bridgestone, qui fabrique des pneumatiques à Béthune (Pas-de-Calais), sera arrêtée 21 jours d'ici fin 2008, a annoncé la direction début octobre. L'usine emploie 1.200 personnes en CDI.

Ford.

L'usine Ford de Blanquefort (Gironde) emploie 1.600 salariés pour la fabrication de boîtes de vitesse automatiques à destination du marché américain. Elle reprendra sa production le 5 janvier après six semaines de chômage technique. Le constructeur américain, qui a prévu de se désengager de l'usine à la mi-2011, a annoncé le 25 novembre mener des discussions « avancées » avec un repreneur pour le site. « Si [ces discussions] se concluent avec succès, Ford espère qu'un nombre significatif d'emplois sera préservé », indique le groupe.

Renault Trucks.

Le constructeur de poids lourds Renault Trucks (groupe Volvo) a annoncé la mise en place de 90 jours "maximum" de chômage partiel en 2009 car "les commandes, aujourd'hui, ne permettent pas de couvrir l'année 2009 en charge de travail". Ces mesures concerneraient les usines de Lyon, Bourg-en-Bresse (Ain) et Blainville-sur-Orne (près de Caen, Calvados). Des salariés de l'usine de Caen, principal site de production du constructeur en France avec 2.600 emplois, ont débrayé le 26 novembre pour protester contre cette décision. Pierre-Emmanuel Le Brun, directeur de la communication du site, s'est voulu rassurant. "Nous prévoyons huit jours de chômage partiel en janvier et huit jours en février, principalement sur les sites de Blainville et de Bourg-en-Bresse (1.680 salariés) et nous nous réunirons en début d'année pour voir ce que l'on fait en mars", a-t-il déclaré.

Toyota.

En France, l'usine Toyota d'Onnaing (Nord, 4.000 salariés) va fermer ses portes pendant deux semaines en décembre et une semaine en mars. Le site va également réduire sa production de 20% à partir de février pour répondre à la baisse des commandes, a-t-on appris le 25 novembre. La CGT affirme que ce plan de réduction de la production entraînera le départ de plus de la moitié des intérimaires (450 sur 750). La direction n'a pas confirmé ce chiffre.

Valeo.

L'usine de l'équipementier automobile dans la Sarthe a annoncé le 1er décembre qu'elle serait fermée du 5 décembre au 5 janvier, a-t-on appris de source syndicale. Le site de la Suze-sur-Sarthe fabrique des radiateurs de chauffage et des évaporateurs. Quelque 440 salariés sont concernés par des mesures de chômage partiel. Le site de l'équipementier situé à Mondeville près de Caen (Calvados, 515 salariés) a annoncé le 27 novembre aux syndicats "10 jours de chômage partiel en décembre et au minimum 5 jours en janvier". "Pour un opérateur de base, cela signifie une perte de salaire de 175 à 250 euros sur un salaire net de 1.300 euros, pour le mois de décembre", a indiqué le délégué CFDT.

Mefro.

L'usine de l'équipementier automobile Mefro à la Chapelle-Saint-Luc (Aube), qui fabrique des jantes en acier, fermera une semaine par mois en 2009 sauf l'été, et les 600 salariés seront mis au chômage partiel,

en raison d'une baisse annoncée de 20% de l'activité, a indiqué la direction le 26 novembre. L'unique usine en France du groupe allemand devrait enregistrer 20% de baisse d'activité en 2009.

Faurecia.

L'équipementier automobile, filiale à 71% de Peugeot, envisagerait de fermer de fermer la plupart de ses usines en France durant une grande partie du mois de décembre. Son site de l'Orne, son plus important établissement en France (1.650 personnes réparties sur trois usines) a annoncé le 24 novembre des mesures de chômage partiel avec de une semaine à un mois de fermeture, selon les services, d'ici au 5 janvier, ont indiqué les syndicats. La CFDT a précisé que les conséquences sur les salariés étaient encore incertaines puisqu'il leur a été demandé de prendre leurs congés sur les dates de fermeture d'usine. Un comité central d'entreprise est prévu le 11 décembre avec à l'ordre du jour des suppressions d'emploi, selon les syndicats. Par ailleurs, l'unité Faurecia implantée sur le site de Renault à Sandouville (Seine-Maritime), qui fabrique des sièges, devrait supprimer 133 emplois sur 254 en raison de la baisse des commandes de Renault.

Michelin :

Michelin a annoncé le 27 novembre lors d'un comité d'entreprise que deux ateliers de produits semi-finis du site de Clermont-Ferrand, où se trouve le siège de l'entreprise, allaient fermer durant cinq jours en décembre. Ainsi les 100 personnes de l'Atelier des fils (composants de pneus) de La Combaude seront soit au chômage technique, soit invités à utiliser leurs jours de leur compte épargne temps collectif ou individuel ou poussés à prendre des congés. "Le recours au chômage technique sera minimal", a assuré un porte-parole de la direction. Mais selon la CGT, "nombreux sont ceux qui ne disposent pas d'autre solution que d'avoir recours au chômage technique". Michelin a également décidé des mesures de chômage partiel pour les 1.300 salariés de l'usine de Joué-les-Tours (Indre-et-Loire) et sa fermeture pendant quinze jours, en raison de la baisse du marché automobile, ont annoncé les syndicats le 25 novembre. "Les journées des 2, 9 et 19 décembre feront l'objet de chômage partiel et l'usine, qui fabrique des pneus pour poids-lourds, fermera du 22 décembre au 5 janvier", a indiqué la CFTC. Par ailleurs, la direction de l'usine de Roanne (Loire), qui emploie 900 personnes, a confirmé le 21 novembre que le site serait fermé du 15 décembre au 2 janvier 2009, afin de faire face à une nouvelle baisse de 20% du marché "première monte" (pneus montés sur les véhicules neufs) en octobre. "La perte de salaire [pour les employés] est énorme, 40% minimum", a déclaré à l'AFP le secrétaire (Sud) du comité d'entreprise. L'objectif de production de l'usine de Roanne, de 4,5 millions de pneus haut de gamme et très haut de gamme pour l'année 2008, sera abaissé à 4,03 millions de pneus.

Société bretonne fonderie et mécanique.

La direction de la Société bretonne fonderie et mécanique (SBFM, 560 salariés), sous-traitante de Renault, s'est déclarée le 26 novembre en cessation de paiement, selon les syndicats. La société, basée à Caudan (Morbihan), fabrique des collecteurs d'échappement. "Le redressement de la SBFM est dû à sa mauvaise situation financière récurrente depuis plusieurs années, conjuguée à la crise actuelle du secteur automobile entraînant des baisses d'activité", a déclaré la CGT. Fin octobre, la direction avait annoncé quatre semaines de chômage partiel et une semaine imposée de RTT au cours des trois prochains mois en raison de la crise du marché de l'automobile.

La Barre Thomas.

La Barre Thomas de Rennes (ex-CF Gomma, 1.300 salariés), fournisseur de PSA, a annoncé le 26 novembre un plan de départs volontaires d'une centaine de salariés, ont indiqué les syndicats. "Pour nous, il s'agit d'un prélude à un plan social de 200 à 300 personnes où il y aura des licenciements", a déclaré le délégué CGT. "Nous sommes dans une période de sous-activité forte, avec pour novembre une baisse de chiffre d'affaires de l'ordre de 20% par rapport au mois de novembre l'an dernier", a-t-il expliqué. "Six jours de chômage partiel sont prévus pour novembre, et sept en décembre." L'équipementier, qui fournit à 85% le constructeur PSA, a déjà connu deux plans sociaux en 2006 et 2007 qui ont entraîné la suppression d'environ 560 emplois.

Molax Automotive.

Le groupe américain Molex a annoncé le 23 octobre son intention de fermer son site de production de connecteurs électriques pour automobiles employant quelque 300 salariés à Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne). L'usine devrait fermer en juin 2009 et sa production être délocalisée en Slovaquie. Le 26 novembre, une importante délégation des salariés a manifesté devant le consulat des Etats-Unis à Toulouse aux cris de "200 millions pour les actionnaires, 75 millions de dividendes jetés à la rue, 300 emplois à Villemur jetés, y'en a assez".

Peugeot Motocycles.

Le constructeur de deux-roues a annoncé le 2 octobre qu'il allait supprimer 250 emplois sur 1.050 dans le cadre d'un plan de départs volontaires dans ses usines de Mandeure (Doubs) et de Dannemarie (Haut-Rhin). Les réductions toucheront 174 postes d'ouvriers et techniciens agents maîtrise à Mandeure et 56 à Dannemarie, auxquels s'ajoutent 20 cadres répartis entre les deux sites, selon la direction. Le groupe évoque la hausse des coûts de matière première (l'acier notamment) et "la diminution des ventes par rapport aux prévisions" qui touche certaines gammes de scooters. Le constructeur achèvera courant 2009 le transfert en Chine des modèles de 50 cm<sup>3</sup>.

Manitou.

Le constructeur français d'engins de manutention tout-terrain (2.800 salariés en France) a annoncé le 2 décembre 31 jours de chômage technique jusqu'en février pour les 700 salariés de la production de son usine d'Ancenis (Loire-Atlantique), ont indiqué les syndicats. La direction a annoncé lors d'un CE extraordinaire 11 jours de chômage partiel en décembre, puis 10 en janvier et autant en février pour la partie production (environ 700 salariés) et quatre jours par mois pour les personnels administratifs. "Il reste 4.000 machines en stock et autant de commandes mais les clients n'ont pas forcément le financement derrière", a expliqué à l'AFP FO, majoritaire chez Manitou. La direction doit soumettre le 15 décembre au conseil de surveillance de l'entreprise un "plan de sauvegarde de l'emploi" et les syndicats craignent désormais un plan social. En août, le constructeur avait annoncé un plan d'économies après un recul de 11,6% de son bénéfice net au premier semestre 2008.

Manitowoc.

L'usine de Saint-Nizier-sous-Charlier (Loire) de Manitowoc, qui fabrique des grues de chantier, a annoncé le 2 décembre quatre semaines de chômage partiel en janvier et février prochain. La mesure concerne 285 des 410 salariés de l'usine. Manitowoc, division grues de chantier du groupe américain Manitowoc Crane, doit en effet faire face à la chute du marché de l'immobilier. L'usine de Saint-Nizier-sous-Charlier avait déjà réduit sa production de 75% à 80% en décembre. Trois cents employés environ ont été contraints de poser des congés ou des jours de RTT ou d'être placés au chômage partiel entre une et trois semaines en décembre. Selon les syndicats, en décembre, le site ne disposait que de 35 grues en commande pour les trois mois à venir alors qu'il en produit 100 mensuellement. Selon ces mêmes sources, Manitowoc n'emploie plus aucun intérimaire depuis fin novembre alors qu'ils étaient plus de 100 jusqu'à l'été dernier.

ArcelorMittal.

Le numéro un mondial de l'acier a annoncé le 1er décembre un plan de 1.400 suppressions d'emploi en France. Ces départs se feront sur une base volontaire d'ici le début de l'année 2009. Le sidérurgiste avait déjà annoncé fin novembre un plan de réduction de 9.000 emplois dans le monde, dont 6.000 en Europe occidentale. Le plan français concerne les seuls salariés des "fonctions corporate, administratives et support achats, commercial, gestion", a précisé le directeur général France, Daniel Soury-Lavergne. En France, les salariés sont quelque 6.000 à assurer ces fonctions, sur un effectif total de 28.000 personnes toutes catégories confondues. Dans un communiqué, la CFE-CGC a qualifié de "provocation" l'annonce faite par le groupe, "qui vient de communiquer sur des résultats financiers record pour le troisième trimestre et attend une année 2008 largement profitable".

Le premier sidérurgiste mondial n'en souffre pas moins du ralentissement économique et de la baisse mondiale de la demande d'acier. Le groupe a annoncé début novembre une diminution de 35% de l'ensemble de sa production au quatrième trimestre 2008. En Europe, les réductions "temporaires" de production atteindront 50% sur les sites français et belges de production d'inox. Ceux-ci viennent s'ajouter à la liste d'"une douzaine" de sites européens spécialisés dans les aciers plats, à destination de l'industrie

automobile notamment, dont la production va être réduite de 30%. Selon des sources syndicales, le haut-fourneau numéro 3 du site de Dunkerque Nord (5.000 salariés au total) sera arrêté d'ici à la fin de l'année. A Florange (Moselle, 3.300 salariés), l'un des deux haut-fourneaux le sera du 2 ou 3 décembre au 6 janvier. A Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône, 3.400 salariés environ), l'un des deux haut-fourneaux sera stoppé du 16 novembre au 31 janvier. Par ailleurs, on a appris le 2 décembre de source syndicale que trois jours de chômage partiel ont été annoncés sur le site de Fos les 9, 17 et décembre "pour les salariés ayant épuisé leurs congés payés et leurs RTT" ; ces jours seront rémunérés à 70% du salaire brut.

Arkema.

Le groupe de chimie Arkema a indiqué le 20 novembre qu'il allait réduire courant décembre sa production sur douze sites dans le monde, dont neuf en France. Les sites concernés fabriquent des polyamides et du plexiglas à destination de l'industrie automobile, ainsi que du PVC pour le bâtiment. En France, ces sites se situent à Balan (Ain), Saint-Fons (Rhône), Lavera, Fos-sur-Mer et Marseille (Bouches-du-Rhône), Jarrie (Isère), Carling-Saint-Avold (Moselle), Mont (Hautes-Pyrénées) et Serquigny (Eure). La production sera "mise au ralenti" ou complètement arrêtée en fonction des possibilités des unités. Ces mesures interviendront "pour une ou deux semaines, pendant lesquelles les salariés seront incités à prendre leurs jours de récupération ou de congés", a fait savoir le groupe.

Rhodia.

Le chimiste français (3.800 salariés dans l'Hexagone) a annoncé en novembre que sa production serait réduite de 40% à 60% sur trois sites en France produisant des polyamides, utilisés dans les textiles et moquettes des voitures : à Valence (Drôme, 200 salariés), Belle-Etoile (Rhône, 400 salariés) et Chalampé (Haut-Rhin, 800 salariés). Des débrayages d'une à plusieurs heures, principalement à l'appel de la CGT, se sont succédés entre le 20 et le 28 novembre au Roussillon et à Pont-de-Claix (Isère), à Saint-Fons (usine et centre de recherche) et Belle-Etoile (Rhône), Valence (Drôme), La Rochelle (Charente-Maritime), Melle (Deux-Sèvres), Clamecy (Nièvre), Salindres (Gard), Besançon (centre d'archives, Doubs) et Aubervilliers. Seule usine à ne pas débrayer, Chalampé (Haut-Rhin) a initié une pétition intitulée "pour une autre gestion du groupe" dénonçant les réductions d'activité qui traduisent, selon la CGT, une "sur-réaction" à la crise du secteur de l'automobile.

Henkel Technologies France.

La filiale du lessivier allemand Henkel (détergents, colles, cosmétiques) a confirmé le 24 novembre la fermeture de deux sites en France à Châlons-en-Champagne (Marne) et Cosne-sur-Loire (Nièvre), entraînant la suppression de 251 emplois au total. Treize postes seront supprimés sur le site de Serris. Selon Henkel Technologies France, le site de Châlons souffre du déplacement du marché de l'emballage et du papier « vers l'Europe de l'Est et le nord de l'Italie » et celui de Cosnes « des évolutions du marché de l'automobile français ».

Sony.

Le groupe japonais d'électronique a annoncé la fermeture de son usine de Pontonx-sur-Adour près de Dax (Landes), qui compte 312 salariés, pour mars 2009. Cette usine, qui existe depuis 1984, est spécialisée dans la fabrication de bandes magnétiques, principalement vidéos (VHS). Elle s'est également diversifiée dans la restauration et la numérisation d'archives vidéo et la production de films plastiques de protection. Se trouvant "sur des marchés déclinants", "sa viabilité économique à terme n'est plus assurée".

Le groupe a annoncé par ailleurs le 10 décembre son intention de supprimer 8.000 emplois en tout dans le monde d'ici mars 2010, soit 5% de ses effectifs, de réduire drastiquement ses investissements et de sortir de ses activités déficitaires. Sony subit le double impact de la hausse du yen, qui amoindrit sa compétitivité, et du ralentissement des ventes de produits électroniques. En France, le japonais ne conservera plus qu'une seule usine : celle de Ribeauvillé dans le Haut-Rhin. Mais ce site a déjà fait l'objet de cinq plans sociaux. Des 1.600 emplois initiaux, ne subsistent que 667 salariés.

3M.

Le groupe américain 3M a annoncé le 9 décembre qu'il allait mettre fin à sa production pharmaceutique sur son site de Pithiviers (Loiret), et y supprimer 110 emplois sur 235, d'ici à septembre 2009. Le site fabrique des aérosols, des comprimés et des patchs transdermiques en sous-traitance. "Il est confronté depuis plusieurs mois à d'importantes surcapacités de production en raison d'une baisse constante de la demande", a souligné la direction. Le centre logistique du site sera cédé à un prestataire extérieur, qui reprendra 40 salariés de 3M affectés à la distribution. Le groupe ne conservera sur le site qu'une activité de production de principes actifs qui emploie 85 personnes. 3M, créateur du Scotch et du Post-it, a annoncé la suppression de 1.800 postes (sur 75.000) dans le monde. Le groupe emploie en France 2700 personnes sur 13 sites dont 11 usines.

Amora Maille.

Passé sous la coupe d'Unilever en 2000, Amora Maille a annoncé le 20 novembre la fermeture de son site historique de Dijon (Côte d'Or), fondé en 1900, et de celui d'Appoigny (Yonne) d'ici le 31 décembre 2009. Les syndicats craignent l'externalisation de toute la production, « en Pologne, en Turquie et en République tchèque, comme c'est déjà le cas pour les épices, le ketchup et les vinaigrettes », selon la CFDT. Le projet d'organisation de la direction vise à concentrer les activités industrielles à Chevigny, près de Dijon.

La Camif.

La Camif, fondée en 1947 à Niort à l'initiative de la Mutuelle des instituteurs Maif pour permettre aux enseignants de s'équiper après la guerre, a supprimé 946 postes : 780 issus de Camif Particuliers, mis en liquidation judiciaire le 27 octobre, et 166 postes de la maison mère Camif SA, placée le 27 octobre en redressement judiciaire avec une période d'observation de six mois. Les deux entités s'étaient déclarées en cessation de paiement en raison de "tensions de trésorerie" conjuguées aux effets de la crise économique. Les quatre filiales de Groupe Camif (420 salariés environ), Camif Collectivités, Camif Habitat, Romactis et Léon Fargues, ne sont pas concernées par ces procédures. Le 28 octobre, Nicolas Sarkozy a annoncé l'extension du contrat de transition professionnelle (CTP) à 18 bassins d'emploi, dont celui de Niort. Le CTP, expérimenté depuis 2006 dans sept bassins d'emplois permet aux licenciés économiques de toucher 80 % de leur salaire brut pendant un an et de bénéficier d'un suivi personnalisé renforcé.

Bata.

En difficulté depuis plusieurs années, Bata, spécialiste de la chaussure bon marché et filiale française du groupe fondé à la fin du XIXe dans la ville de Zlin (République tchèque), a annoncé le 7 novembre un plan "stratégique" sur trois ans. A la clé, la fermeture de 27 magasins et la suppression de 83 emplois dès 2009. Vingt-sept autres magasins bénéficieront "de mesures ultimes de redressement", selon Bata France Distribution qui compte en tout 1.022 salariés et 196 magasins. Bata France enregistre des baisses moyennes de chiffre d'affaires de 3,5% par an depuis 2005.

La Redoute.

Le spécialiste de la vente à distance La Redoute (Redcats, PPR) a annoncé le 21 octobre la suppression de 672 emplois sur quatre ans. La société fermera notamment ses 81 points de contacts avec la clientèle en France (430 salariés). "La vente par correspondance traditionnelle souffre au profit d'Internet. Nous sommes déjà sur Internet, bien entendu, mais aujourd'hui nous devons adapter nos organisations à ce nouvel environnement", a déclaré son PDG Nicolas Bernard. L'entreprise, multispécialiste en prêt-à-porter, mobilier et déco, emploie actuellement environ 5.000 personnes et compte 18 millions de clients dans le monde.